Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels

Rapport annuel 2012-13

Ce document a été établi conformément au *Règlement de l'Ontario 429/07, Normes d'accessibilité pour les services à la clientèle*. Le document électronique original est créé dans un format accessible qui peut facilement être modifié au besoin (en gros caractères, par exemple). Le document est rédigé en langage clair et utilise une police de caractère linéaire (Verdana), ainsi que des tailles de police différentes pour les en-têtes.

La certification FSC (Forest Stewardship Council) est une chaîne de traçabilité qui fait le suivi de la forêt jusqu'à l'imprimeur.

La certification FSC est une reconnaissance mondiale de pratiques responsables de gestion de la forêt sur le plan de l'environnement et sur le plan social.

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE 2012-2013	4
RÉSUMÉ DU RENDEMENT	13
DONNÉES CLÉS SUR LE RENDEMENT	15
AUDIENCES	16
INDEMNITÉS ACCORDÉES	19
NOMBRE D'AUDIENCES ET INDEMNITÉS TOTALES ACCORDÉES	20
INDEMNITÉS FORFAITAIRES PAR TYPE D'INDEMNITÉ	21
INDEMNITÉ MOYENNE - TENDANCE SUR DIX ANS	22
INDEMNITÉS FORFAITAIRES PAR TYPE D'INFRACTION	23
RÉSUMÉ FINANCIER	24
DESCRIPTION DU PROGRAMME	27
LE PROCESSUS	30
ORGANIGRAMME	32
MEMBRES DE LA COMMISSION	33
RÉSUMÉ DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION	36
COORDONNÉES	50



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE



38^e rapport annuel de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels

Je suis heureuse de vous présenter le 38^e rapport annuel de la Commission. L'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 2013 a été marqué à la fois par des victoires et des déceptions, alors que nous avons continué de nous efforcer d'atteindre l'excellence en matière de prestation de services aux victimes de crimes en Ontario. Nous avons fait de grands progrès pour ce qui est de notre objectif consistant à réduire encore plus le temps total consacré à l'établissement de demandes. Nous avons aussi réussi à élargir la portée d'initiatives dont nous savons qu'elles sont efficaces pour améliorer les services offerts aux victimes. Dans le même temps, le nombre total de

demandes traitées durant l'année était inférieur à ce que nous avions espéré. Cela s'explique par quelques raisons qui seront présentées en détail plus loin et dans l'ensemble du rapport.

Rapidité du processus de traitement des demandes d'indemnisations

Depuis 2009, la Commission travaille dans le but d'élaborer un échéancier de 12 mois pour le traitement des demandes. Nous envisageons de traiter la plupart des demandes d'indemnisations dans ce délai, de la réception jusqu'au verdict, et à l'indemnisation. Au départ, cet objectif semblait très ambitieux. À l'époque (en mars 2009), il fallait en moyenne environ 30 mois aux requérants pour réaliser tout ce processus. De plus, nous comptions sur un nombre supplémentaire d'employés pour nous aider à accomplir le travail.

Je suis très heureuse d'annoncer que le délai moyen a été de 13,7 mois pour l'exercice financier 2012-13. Le délai moyen de traitement des demandes d'indemnisations déposées durant la période limite de deux ans s'est établi à 13 mois, soit une réduction de 20 % par rapport à l'année précédente. Quant aux demandes déposées après

l'expiration de cette période, il a fallu 15 mois en moyenne pour les traiter, ce qui représente aussi une réduction de 20 % par rapport à l'exercice précédent. Ces résultats ont dépassé les objectifs prévus qui étaient de 17 mois pour le délai de traitement des demandes d'indemnisations déposées durant la période limite de deux ans et de 19 mois pour celui qui s'applique aux demandes d'indemnisation déposées passé l'expiration de cette période. Pour le mois de mars 2013, les délais moyens de traitement des demandes d'indemnisations régulières et des demandes d'indemnisations assorties d'une prolongation ont été de 12 mois et de 13 mois, respectivement.

Nos réalisations nous ont rassurés quant à notre capacité de viser un délai de traitement de 12 mois. Nous croyons même que nous sommes sur le point d'atteindre cet objectif. À l'heure actuelle, nous prévoyons que cette norme de 12 mois sera appliquée avec constance d'ici la fin de 2013-14 ou le début de 2014-15.

Suivre la cadence des demandes reçues

À la fin de l'exercice financier 2011-12, nous avions prévu que nous pourrions tenir 3 450 audiences durant l'exercice financier 2012-13, ce qui représentait une importante diminution du nombre de demandes

entendues par rapport aux deux exercices précédents (3 944 et 3 950, respectivement). Mais nous pensions qu'il s'agissait d'un objectif réaliste au regard du volume de demandes que nous recevons annuellement en ce moment et de l'ensemble des demandes actives. En 2011-12, par exemple, la Commission a reçu 3 377 demandes. En date du 31 mars 2013, il y avait 3 703 demandes d'indemnisations actives, alors que durant l'exercice 2008-09, nous avions reçu 4 026 demandes et avions 6 437 demandes d'indemnisations actives.

Malheureusement, en mai 2012, il est devenu évident que nous ne pourrions atteindre l'objectif de 3 450 audiences. Nous étions aux prises avec une pénurie d'employés temporaires et nous avions de la difficulté à trouver des remplaçants et à former ceux que nous recrutions. Nous avons donc réduit notre objectif à 3 150 audiences.

Nous avons conçu une stratégie pour augmenter le volume de demandes d'indemnisations traitées durant l'été et l'automne afin de pouvoir les préparer aux fins de l'audience durant l'hiver. Tous les employés ont participé à fond à cet exercice et se sont dévoués pour aider le plus grand nombre de requérants possible. À la fin de l'exercice, nous avions entendu 3 052 demandes, soit 98 de moins que notre objectif révisé de 3 150 audiences.

L'expérience acquise durant l'exercice financier 2012-13 a été précieuse et elle sera utile à la Commission dans le futur. Tout d'abord, elle a mis en relief la corrélation entre les niveaux de dotation en personnel et le nombre de demandes entendues. Avec 49 employés supplémentaires, la perte ne serait-ce que d'un petit nombre d'employés durant une courte période de temps peut avoir de grandes répercussions sur notre travail. Pour éviter que cela se produise dans le futur, nous prendrons des mesures à l'avance pour gérer nos besoins en personnel, ce qui nous permettra d'établir une banque de candidats compétents. Les postes vacants pourront donc être comblés rapidement, ce qui réduira au minimum les conséquences néfastes pour les requérants. Deuxièmement, nous continuons d'améliorer notre processus d'analyse des demandes d'indemnisations afin de mieux comprendre les tendances relatives aux demandes reçues et de mieux prévoir quand elles seront prêtes à être entendues. Enfin, nous sommes en train d'établir des options qui nous permettront de fixer les dates d'audiences longtemps à l'avance. Nous espérons que cela nous aidera à nous assurer que la Commission, la police et les parties pourront travailler ensemble à atteindre un objectif commun clairement défini.

Restructuration organisationnelle

En septembre 2010, la Commission a entrepris un projet pilote visant à

mettre sur pied des équipes régionales formées d'employés et de membres de la Commission et qui prépareront les demandes d'indemnisations pour les audiences. On a élargi le mandat lié à ce projet en avril 2011 de manière à permettre que toutes les demandes d'indemnisations soient traitées à l'aide de ce modèle de tri multidisciplinaire et géographique. Le nouveau modèle s'est révélé très efficace et nous a permis d'accroître grandement notre productivité.

Compte tenu de la réussite de ce projet pilote, nous avons décidé d'utiliser le modèle en permanence pour traiter les demandes d'indemnisations. En février 2013, j'ai annoncé aux employés que nous allions modifier notre structure organisationnelle de façon à y intégrer définitivement notre modèle de tri. Le nouvel organigramme figure plus loin dans le présent rapport.

Notre nouvelle structure organisationnelle fait intervenir la fusion de deux anciennes unités, soit l'unité des services relatifs aux demandes d'indemnisations et l'unité de traitement des demandes d'indemnisations, qui forment dorénavant l'unité de gestion des demandes d'indemnisations (UGDI). Tous les employés des anciennes unités travaillent maintenant sous les ordres d'un gestionnaire et sont affectés à l'une des trois équipes de tri régionales. Le gestionnaire et les équipes seront soutenus par les chefs

d'équipes, qui aideront à l'attribution des dossiers, la surveillance des résultats des équipes, et l'établissement de liens avec des intervenants dans chaque région. De plus, des membres de la Commission sont affectés à chaque équipe à titre d'arbitres en chef. Ces membres sont mandatés pour rendre des décisions préliminaires, pour fournir des conseils sur des questions importances touchant à la preuve et à la procédure, et pour encadrer le traitement des demandes d'indemnisation complexes.

Nous sommes enthousiasmés par les autres nouveautés qui verront le jour tandis que les équipes s'engagent dans la voie de l'amélioration continue. Nous nous attendons à pouvoir profiter d'autres occasions de consolider nos rapports avec des intervenants de toute la province au profit des victimes.

Présentation verbale des décisions

En janvier 2011, nous avons entrepris un projet pilote qui visait à présenter verbalement les motifs des décisions. Lorsque cela serait indiqué, les membres de la Commission délibèrent entre eux à la fin d'une audience verbale, puis se réunissent de nouveau pour informer les parties de leur décision et des motifs la soustendant.

Au début de ce projet, nous avons reçu des commentaires extrêmement positifs. De nombreux requérants ont indiqué qu'ils aimaient connaître le résultat de leur audience le jour même plutôt que de devoir attendre plusieurs semaines pour recevoir des motifs écrits détaillés. Le volume de travail réduit des membres de la Commission leur permet aussi de rendre des décisions beaucoup plus rapidement lorsqu'ils n'ont pas à rédiger de motifs détaillés et les requérants sont quant à eux indemnisés dans un délai beaucoup plus court. Certaines parties demandent encore qu'on leur fournisse des motifs écrits, mais beaucoup se contentent de motifs présentés verbalement.

Comme cette pratique a été bien accueillie, nous avons décidé de l'ajouter à nos pratiques permanentes. En 2012-13, 72 % des audiences verbales ont mené à la présentation verbale des motifs. Durant les mois qui viennent, nous modifierons certains de nos documents d'information publics, tels que les règles de procédure et le manuel de procédure afin d'y mentionner que la présentation verbale des motifs est devenue un élément permanent de notre travail.

Exploiter la technologie

La Commission appuie sans réserve le recours à la technologie pour améliorer les services ou mieux exploiter nos ressources. D'autre part, dans le contexte de l'exercice financier en cours, nous disposons de peu de fonds pour acquérir des technologies. Nous devrons être créatifs pour mettre au point des approches à faible coût qui serviront à maximiser la technologie. En 2012-13, la Commission a lancé deux projets à vocation technologique dont le coût est minime et qui nous aident à mieux travailler pour les Ontariens.

En septembre 2012, nous avons déployé un outil en ligne qui sert à informer les parties sur notre processus d'audience verbale. Cet outil a été concu pour aider les victimes et d'autres personnes pouvant craindre d'assister à une audience verbale et qui veulent mieux comprendre ce à quoi elles doivent s'attendre. Cet outil permet à l'utilisateur de scanner des photographies d'une salle d'audience typique et d'écouter une description détaillée du rôle de chaque participant. Il est offert sur notre site Web et il est facile à utiliser. Grâce à l'ingéniosité et à la débrouillardise de nos employés, la mise au point de cet outil n'a rien coûté. Des employés ont joué le rôle des participants et fourni des enregistrements audio. D'autres ont pris des photos et réalisé des enregistrements audio à l'aide de leur Blackberry, ce qui s'est traduit par une économie de coûts de location d'équipement. Même si une approche de plus haut niveau technologique aurait donné des résultats optimaux. nous sommes heureux d'offrir au

public un outil éducatif efficace à un coût négligeable.

Le deuxième projet technologique lancé cette année est un système de gestion des dossiers électroniques utilisé pour le traitement des demandes d'indemnisation. La Commission recourt à des dossiers électroniques pour rendre des décisions depuis le début de 2010. Mais nous avons décidé en 2012-13 d'étendre l'utilisation de ces dossiers à tout le système de traitement des demandes d'indemnisations. Les employés sont maintenant en mesure de travailler à partir de la version électronique du dossier de demande d'indemnisation plutôt que d'utiliser l'exemplaire papier lorsqu'ils traitent certains aspects de la demande.

La Commission a commencé à mettre ce nouveau système en œuvre en janvier 2013. Toutes les demandes d'indemnisations déposées auprès de la Commission depuis le 1^{er} janvier 2013 sont traitées à l'aide de ce système électronique. Bien qu'un exemplaire papier soit encore créé pour chaque demande aux fins de la conservation d'originaux, tous les employés ont accès à la version électronique, ce qui permet à plusieurs employés de travailler simultanément au traitement d'une demande sans devoir attendre de récupérer le dossier physique. En plus de réduire les retards pour les requérants, le nouveau système accroît l'efficacité en réduisant le

temps consacré par les employés à la tenue de dossiers physiques.

Encore une fois, nous nous fions au talent de nos gens pour concevoir et mettre en œuvre ce système de gestion des dossiers électroniques. Nous utilisons l'information technologique actuelle pour le soutenir et par conséquent, seules des ressources financières minimales y sont consacrées.

Il est important de mentionner, enfin, que la Commission continue de recourir aux conférences téléphoniques et vidéo, lorsque cela est faisable, pour tenir des audiences. Bien qu'il ne soit pas possible ni souhaitable d'entendre toutes les demandes de cette manière, ces conférences sont efficaces dans nombre de cas. Par exemple, lorsqu'une partie vit à l'extérieur de la province et qu'il est difficile pour elle de venir assister à une audience en personne, la tenue d'une conférence téléphonique ou vidéo représente souvent la meilleure solution.

Nouveaux outils de gouvernance, de responsabilisation et de maintien de la transparence

Durant l'exercice 2012-13, le ministère a approuvé plusieurs importants documents de gouvernance et de responsabilisation que la Commission est censée tenir à jour en conformité avec les exigences découlant de la Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux (LRGTDNT). Ces lois définissent et régissent de nombreux aspects du travail de la Commission, et donnent de l'information au public au sujet du cadre de fonctionnement de la Commission. Les documents qui suivent peuvent maintenant être consultés sur notre site Web à www.CIVAC.gov.on.ca: l'énoncé de mandat et de mission, le cadre de responsabilisation des membres y compris un code de conduite, le plan d'éthique, la politique en matière de consultation, la politique relative aux normes de service, les règles sur les conflits d'intérêts et le plan d'activités.

Bien que cela ne soit pas exigé par la LRGTDNT, la Commission a aussi publié un manuel de procédure durant l'exercice financier 2012/13. Ce document est un compendium de questions clés traitées par la Commission dans ses décisions et dans la loi qui s'y applique. Bien qu'il ait été produit dans le seul but d'aider les membres de la Commission à juger les demandes d'indemnisation, nous l'avons mis à la disposition du public afin d'aider les victimes ainsi que d'autres parties et la population en général à comprendre notre travail.

Suit une explication de certaines des questions importantes qui ont marqué l'exercice financier 2012/13.

Incidence du casier judiciaire d'un requérant sur l'évaluation de sa demande d'indemnisation

La Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels oblige la Commission à tenir compte de toutes les circonstances pertinentes lorsqu'elle détermine si une indemnité devrait être accordée et, le cas échéant, le montant de cette indemnité. Depuis de nombreuses années, la prise en considération des antécédents judiciaires du requérant peut influencer la décision de lui accorder ou non une indemnité. La plupart du temps, cela se produit lorsque le requérant a affiché des comportements criminels au moment de l'incident qui a causé un préjudice, ou tout juste avant que cet incident ne survienne. Mais dans certains cas, on tient aussi compte d'autres comportements criminels non liés à l'événement à l'égard duquel une indemnité est demandée. Par exemple, une personne qui demanderait une indemnité à l'égard de crimes violents survenus au début de son adolescence pourrait se voir refuser cette indemnité si elle a été incarcérée pour des crimes violents qu'elle a commis lorsqu'elle était dans la vingtaine ou la trentaine.

Si la Commission reçoit des renseignements donnant à penser

qu'un requérant a peut-être déjà commis des crimes violents, elle demandera à ce requérant d'obtenir un exemplaire de son casier judiciaire ou de consentir à ce que la Commission l'obtienne en son nom. La demande d'indemnisation du requérant sera ensuite examinée par les arbitres et ce sont eux qui détermineront si l'indemnité devrait être accordée et, le cas échéant, quel devrait en être le montant. Il est important de noter que l'existence d'un casier judiciaire n'est pas un obstacle à l'attribution d'une indemnité au requérant. Il s'agit d'un facteur qui sera plutôt pris en considération au moment où l'on étudiera la question de savoir s'il convient de verser une indemnité à même les fonds publics.

Participation de contrevenants présumés à des procédures

Tel que je l'ai noté dans des rapports annuels antérieurs, le droit des contrevenants présumés à participer aux procédures de la Commission a été une source de préoccupation pour certains intervenants. De fait, deux requérants ont déposé des requêtes auprès de la Commission en soutenant que le fait d'envoyer un avis aux contrevenants présumés et de leur permettre de participer à l'audience contrevenait aux droits qui leur sont conférés par la Charte. Plus précisément, certains ont avancé qu'une telle

permission portait atteinte au droit à la vie, la liberté et la sécurité de la personne (art. 7), au droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives. (art. 8) et au droit à l'égalité (art. 15).

Dans une décision publiée en septembre 2012, la Commission en est arrivée à la conclusion que ni les dispositions légales exigeant que les contrevenants soient avisés de la tenue d'une procédure, ni notre pratique consistant à émettre de tels avis ne portaient atteinte aux droits conférés aux requérants par la Charte. Nous établissons plutôt ces avis afin d'assurer l'équité procédurale de manière à permettre aux identifiées ayant posé des gestes criminels violents pour lesquels ils n'ont pas été reconnus coupables d'avoir au moins l'occasion de participer à ces procédures.

La Commission comprend que certaines personnes ayant fait une demande d'indemnisation ne sont pas à l'aise de savoir que le contrevenant présumé prendra part à la procédure. C'est pourquoi nous prenons des mesures pour réduire au minimum les conséquences d'une telle situation pour les requérants tout en tenant compte des intérêts des contrevenants présumés. Par exemple, aucun avis n'est habituellement transmis lorsque la personne a été reconnue

coupable au criminel. En raison de cette condamnation, la personne coupable ne peut plus prétendre qu'elle veut assister à la procédure pour protéger sa réputation. Si la Commission accepte de ne pas donner suite à une demande par subrogation déposée contre le contrevenant à l'égard de l'indemnité accordée, l'intéret financier de ce dernier dans la procédure cesse d'exister lui aussi. De plus, si l'on ne connaît pas avec certitude l'identité du contrevenant ou qu'il n'est pas nécessaire de l'établir pour déterminer qu'un crime violent a été commis, on pourra s'abstenir d'envoyer un avis à ce contrevenant. Par exemple, si un requérant a subi des blessures par balle et qu'il est évident qu'il ne s'est pas luimême infligé ces blessures, il ne sera peut-être pas nécessaire d'établir l'identité de l'auteur de ce méfait et il est alors possible qu'on s'abstienne de lui envoyer un avis.

Quoi qu'il en soit, lorsqu'un contrevenant présumé participe à une procédure, des mesures sont prises pour réduire au minimum ses interactions avec le requérant. Il arrive souvent que les parties participent à l'audience dans des salles différentes. De plus, on s'efforce de réduire aussi au minimum la quantité de renseignements personnels qui doivent être divulgués aux parties. Grâce à

ces mesures, la Commission peut faire la part des choses pour respecter les droits et intérêts des requérants et des contrevenants présumés.

En 2012-13, il y a eu 444 audiences pour lesquelles un avis de convocation a été envoyé aux contrevenants présumés, soit 14 % du nombre total d'audiences. Soixante et onze contrevenants présumés ont choisi de participer à la procédure.

La suite des choses

Je suis persuadée qu'en 2013-14, la Commission progressera encore et accumulera à nouveau des réussites dans le cadre du travail qu'elle accomplit auprès des victimes de crimes. Nos membres et nos employés sont déterminés à continuer d'innover et à cerner les possibilités d'accroître l'efficacité de nos services. Quant à nous, nous gardons l'espoir qu'une occasion d'examiner notre loi se présentera peut-être dans le futur, et que l'on étudiera peut-être aussi la question de savoir si l'on pourrait améliorer davantage le processus d'indemnisation des victimes par l'entremise de la loi.

Si nous profitons du soutien du ministère du Procureur général, nous sommes optimistes quant à nos chances de pouvoir continuer à répondre aux besoins des requérants en temps opportun et de façon conviviale et équitable. Le ministère a été un précieux partenaire en 2012-13 et il nous a fourni des ressources financières supplémentaires pour absorber les coûts liés à la rémunération des membres de la Commission. Au début de cet exercice, notre budget relatif aux services (la rémunération de membres est un poste important de ce budget) a été considérablement réduit par rapport aux exercices précédents. Cela nous a amenés à nous demander si nous serions obligés de reporter les audiences jusqu'au début du nouvel exercice financier. Heureusement, le ministère a collaboré avec nous pour ajuster notre budget tout au long de l'année et ce grave problème a été réglé du même coup.

Nous aurons peut-être encore besoin d'un soutien additionnel de la part du ministère en 2013-14 pour gérer la même situation. Entre-temps, nous examinons nos propres dépenses afin de déterminer si des compressions pourraient être faites dans notre budget actuel. Il est aussi possible que certaines modifications législatives mineures puissent contribuer à réduire nos coûts si l'on permettait qu'un plus grand nombre de demandes d'indemnisations soient entendues par des membres individuels.

Maureen Armstrong Présidente Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels

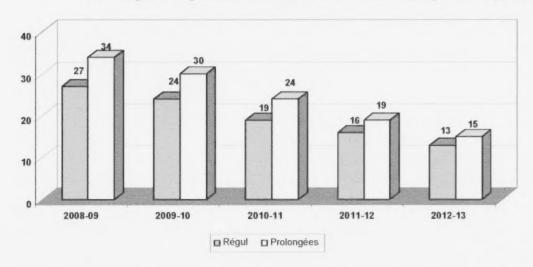
RÉSUMÉ DU RENDEMENT

Cette année, la Commission a continué à la fois d'accumuler des réalisations et de subir des déceptions à l'égard de l'atteinte de ses objectifs stratégiques, lesquels consistent à offrir des interventions et des versements d'indemnité aux victimes de crimes avec un synchronisme et une efficacité accrus. Bien que les délais de traitement des demandes d'indemnisation aient grandement diminué, il y a eu durant l'année moins d'audiences que prévu. Dans l'ensemble, pour 2012-2013, nous avons dépassé les cibles de rendement opérationnel, qui étaient de réduire le délai moyen entre la réception de la demande et la communication de la décision. Alors que l'objectif de rendement de la Commission était un délai moyen de 17 mois pour clore une demande d'indemnisation dans la période prescrite de deux ans, le rendement réel obtenu a été de 13 mois. De même, le délai visé pour le règlement des demandes déposées plus de deux ans après la date de l'incident était de 19 mois, mais le résultat réel pour l'année a été de 15 mois. Ces chiffres représentent d'importantes diminutions de l'ordre de 19 % et de 21 %, respectivement, par rapport à l'exercice précédent, et une augmentation de 24 % et de 21 % au regard de nos propres objectifs de rendement.

Cette année, nous avons continuellement mis à niveau l'approche collaborative et axée sur l'équipe qui a été adoptée par le personnel et les membres de la Commission dans le cadre du modèle de tri régional. On s'attend à ce qu'à long terme, ces améliorations permettent à la Commission d'abaisser le délai de règlement des dossiers à 12 mois.

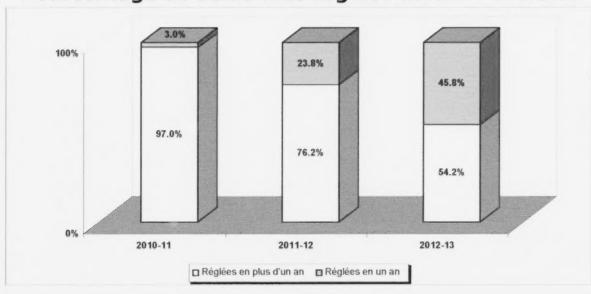
Au cours des cinq dernières années, le délai moyen de règlement des dossiers courants a été considérablement réduit : il est passé de 30 mois, en 2008-2009, à 14 mois, en 2012-2013, soit une diminution du délai de traitement de l'ordre de 53 %. Des réductions comparables ont été obtenues dans le cas des demandes assorties d'une prolongation, comme en fait foi le tableau suivant.

Délai moyen de règlement des demandes d'indemnisation régulières et prolongées



Le nombre de demandes réglées dans un délai de 12 mois a lui aussi beaucoup augmenté (1 245 en 2012-13). Durant les trois exercices précédents, le pourcentage de demandes réglées dans un délai de 12 mois a lui aussi grandement augmenté, passant de 3 % à 45,8 %.

Pourcentage de demandes réglées durant l'exercice



Le tableau figurant à la page suivante présente des données comparatives clés sur le rendement pour les quatre derniers exercices.

DONNÉES CLÉS SUR LE RENDEMENT

	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13
Demandes reçues	4 031	3 667*	3 377*	3 426*
Nombre d'audiences	3 792	3 948	3 944	3 052
Nombre de demandes d'indemnisations terminées	3 548	3 593	4 241	3 127
Indemnité moyenne	7 798 \$	7 303 \$**	8 078 \$**	8 286 \$**
Nombre total de cas où des paiements périodiques mensuels ont été versés	282	245	238	231
Délai moyen (jours) entre la réception de la demande et l'audience a) Lorsque la demande est présentée dans le délai de prescription de deux ans	680	459	414	362
b) Lorsque la demande est présentée après l'expiration du délai de prescription de deux ans	843	565	488	429
Délai moyen (jours) entre la réception de la demande et l'octroi de l'indemnité a) Lorsque la demande est présentée dans le délai de prescription de deux ans	726	582	497	399
b) Lorsque la demande est présentée après l'expiration du délai de prescription de deux ans	888	704	573	458

^{*} Le 1^{er} juillet 2010, la CIVAC a présenté un nouveau formulaire de demande en ligne qui permet aux requérants de combiner des demandes qu'ils auraient dû présenter séparément par le passé. Cette nouvelle procédure a réduit le nombre de demandes reçues durant les trois derniers exercices.

^{**} L'indemnité moyenne était de 9 216 \$ dans le cas des demandes pour lesquelles une indemnité a été accordée. L'indemnité moyenne pour toutes les demandes (y compris les indemnités refusées) était de 8 286 \$. En 2010-11 et 2011-12, les indemnités moyennes quand une indemnité a été accordée étaient 8 374\$ et 8 791\$ respectivement.

AUDIENCES

Une audience de la CIVAC peut être tenue sous forme écrite ou verbale. Les audiences verbales ont lieu à 19 endroits dans la province. L'endroit est choisi essentiellement en fonction du lieu de résidence du requérant, mais il peut également être sélectionné en tenant compte de l'urgence de tenir l'audience ou d'autres besoins. Une ventilation des lieux d'audience est présentée ci-dessous.

Ventilation des lieux d'audience

Région	Endroit	% d'audiences verbales
Toronto*	Toronto	40,9
Est et Centre-Est	Belleville, Cornwall, Kingston, Ottawa, Orillia et Peterborough	19,8
Ouest et Centre- Ouest	Kitchener, London, Windsor, Hamilton et St. Catharines	27,3
Nord-Ouest et Nord-Est	Kenora, North Bay, Sault Ste. Marie, Sioux Lookout, Sudbury, Thunder Bay et Timmins	12,0

^{*} Le projet pilote de l'équipe de tri régional définit Toronto en fonction des limites officielles de la ville de Toronto. Cependant, la Commission utilise le plus possible ses salles d'audience situées au 250, rue Dundas O., de sorte que de nombreuses demandes provenant d'autres régions, mais qui se situent dans le Grand Toronto (p. ex. Brampton, Newmarket, etc.) sont entendues ici.

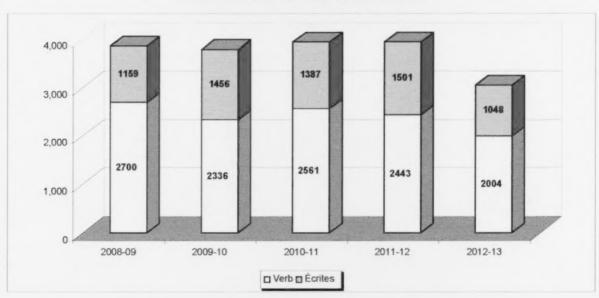
Rendement opérationnel de la CIVAC (nombre d'audiences) au cours des cinq derniers exercices

Le tableau qui suit illustre le nombre et le type d'audiences tenues en 2012-2013, ainsi que les résultats comparables pour les cinq exercices précédents. Le ratio d'audiences verbales/audiences écrites était semblable à celui de l'année précédente. En 2012-2013, environ les deux tiers des audiences se sont déroulées verbalement, et le tiers, par écrit.

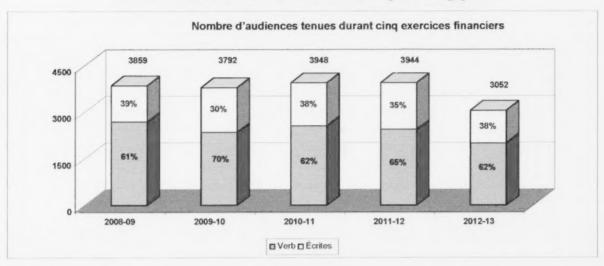
La Commission continue d'utiliser tous les types d'audiences (écrites, électroniques et verbales) afin de réduire les délais. En général, la Commission choisit le mode d'audience qui sera tenue. Toutefois, les requérants peuvent choisir une audience verbale.

En 2012-2013, le nombre d'audiences tenues par la Commission a été de 3 052, dont 2 004 audiences verbales et 1 048 audiences tenues par écrit.

Nombre d'audiences



Répartition (en pourcentage) des audiences tenues par type



INDEMNITÉS ACCORDÉES

La Commission peut accorder des indemnités sous forme de montants forfaitaires ou de versements périodiques. Les indemnités forfaitaires sont des paiements uniques versés à un requérant admissible. Elles comprennent les indemnités versées en vertu de l'article 14 (indemnités provisoires), de l'article 25 (modification des ordonnances d'indemnisation) et de l'article 22 (dépens), de même que les paiements des rapports médicaux utilisés pour étayer la demande.

Les versements périodiques sont des indemnités versées mensuellement. Certaines victimes dont les blessures sont particulièrement graves peuvent recevoir des versements périodiques pendant des années, voire des décennies, jusqu'à concurrence de 365 000 \$.

En 2012-2013, l'indemnité moyenne était de 8 286 \$, en hausse de 2,5 % par rapport à la moyenne de 2011-2012 (8 078 \$). L'indemnité moyenne est calculée pour toutes les demandes, même celles qui sont refusées. Si l'on exclut du calcul les refus, l'indemnité moyenne se chiffrait à 9 216 \$, en hausse de presque 5 % par rapport à 2011-2012 (8 791 \$).

Tant les chiffres de 2011-2012 que ceux de 2012-2013 s'inscrivent dans la tendance à long terme que présente l'indemnité moyenne. Les chiffres plus élevés enregistrés en 2008-2009 et 2009-2010 étaient anormaux.

Dans l'ensemble, la Commission a versé 29,3 M\$ en indemnités au cours de l'exercice 2012-2013, soit une baisse de 17,2 % par rapport à 2011-2012, cela étant imputable à la diminution du nombre de demandes entendues.

Le tableau ci-dessous présente les indemnités versées par la Commission au cours des 15 dernières années :

NOMBRE D'AUDIENCES ET INDEMNITÉS TOTALES DE LA CIVAC

Exercice financier	Nombre d'audiences	Indemnités totales
1998-99	2 390	12,5 M\$
1999-00	2 205	13,7 M\$
2000-01	2 498	16,7 M\$
2001-02	2 134	13,8 M\$
2002-03	1 716	17,6 M\$
2003-04	2 424	17,6 M\$
2004-05	2 654	21,0 M\$
2005-06	2 321	18,3 M\$
2006-07	2 425	22,3 M\$
2007-08	3 466	31,0 M\$
2008-09	3 859	43,7 M\$
2009-10	3 792	32,1 M\$
2010-11	3 948	30,9 M\$
2011-12	3 944	36,2 M\$
2012-13	3 052	29,3 M\$
TOTAL	42 828	356,7 M\$
Moyenne	2 855	23,8 M\$

En vertu de la loi, les indemnités peuvent être accordées pour :

- les dépenses raisonnablement et réellement engagées ou à prévoir du fait de la blessure ou du décès de la victime;
- la perte pécuniaire subie par la victime du fait d'une invalidité totale ou partielle nuisant à sa capacité de travail (perte de revenus);
- la perte pécuniaire subie par les personnes à charge de la victime du fait de son décès (perte de soutien financier);
- · la douleur et les souffrances;
- le soutien d'un enfant né à la suite d'un viol;

 une autre perte pécuniaire subie à la suite de la blessure de la victime et les dépenses qui, de l'avis de la Commission, peuvent être raisonnablement engagées.

Le tableau suivant présente une comparaison, sur une période de trois ans, des indemnisations accordées sous forme de montants forfaitaires aux victimes de crimes violents. Ces indemnités constituent l'essentiel de celles accordées par la Commission.

Le total des montants forfaitaires accordés pour douleur et souffrances a chuté de 6,3 M\$ en 2012-2013 par rapport à 2011-2012 en raison de la diminution du nombre d'audiences tenues.

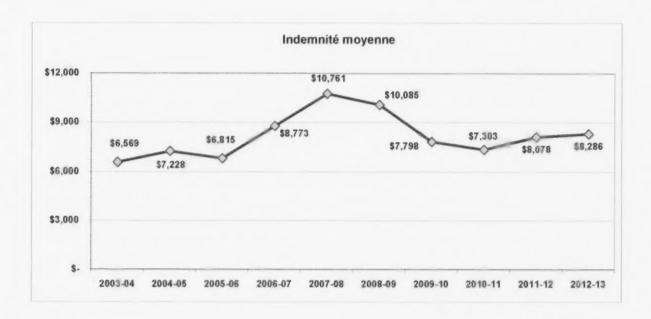
INDEMNITÉS FORFAITAIRES PAR TYPE D'INDEMNITÉ

INDEMNITÉS (milliers de dollars)	2010-11	2011-12	2012-13
Douleur et souffrances	25 246,0 \$	30 222,6 \$	23 911,9 \$
Perte de salaire	619,8 \$	556,1 \$	429,4 \$
Frais médicaux ¹	1 157,6 \$	1 244,5 \$	888,1 \$
Frais funéraires	325,9 \$	371,8 \$	414,2 \$
Frais juridiques liés à la demande	82,0 \$	82,0 \$	85,5 \$
Autres pertes pécuniaires	253,0 \$	217,3 \$	120,4 \$
Autres ²	1 044,2 \$	1 205,5 \$	1 305,9 \$
Total	28 728,5 \$	33 899,8 \$	27 155,4 \$

REMARQUES:

- Les frais médicaux englobent les frais dentaires, les honoraires de thérapeutes et les frais d'ambulance, ainsi que les coûts liés à l'obtention de rapports médicaux à l'appui des demandes.
- « Autres » : ce terme englobe les indemnités provisoires visées par l'article 14, les indemnités modifiées visées par l'article 25 et les coûts liés à l'obtention de rapports à l'appui d'une demande de modification visée par l'article 25.

INDEMNITÉ MOYENNE - TENDANCE SUR DIX ANS

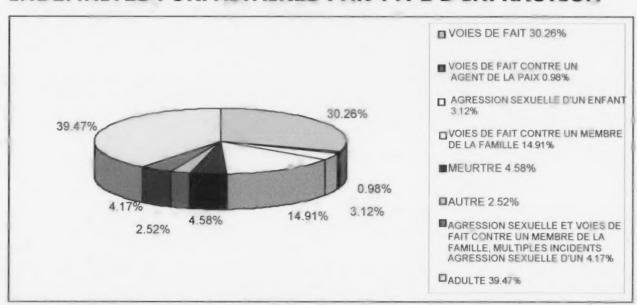


En 2010-11, la Commission a révisé et mis à jour son approche de la collecte de données sur les types d'infraction, pour :

- · aider à déterminer les problèmes et à traiter les demandes;
- mieux évaluer les problèmes liés au rendement, en fonction de la nature de l'acte criminel;
- préparer des renseignements plus précis en vue d'informer le public.

Il n'y a pas eu de changement important dans les types d'infraction pour lesquels la Commission a accordé des indemnités au cours des dernières années. Cependant, nous avons apporté certaines modifications au classement des types d'infraction, afin de mieux tenir compte de la façon dont ces infractions sont comprises. Plus particulièrement, l'ancienne catégorie d'« antécédents d'agression sexuelle », qui englobait toutes les agressions sexuelles déclarées après la période de prescription de deux ans, a été supprimée. Les demandes qui figuraient auparavant dans cette catégorie se trouvent dorénavant dans les catégories « Agression sexuelle d'un adulte » ou « Agression sexuelle d'un enfant ». Par ailleurs, nous avons ajouté la catégorie « Agression sexuelle, voies de fait contre un membre de la famille, incidents multiples » afin de tenir compte des cas où la violence familiale s'ajoute à une agression sexuelle. Cette nouvelle catégorie d'infraction traduit le mieux possible les types de demandes décrites dans les nouveaux formulaires adoptés en janvier 2010.

INDEMNITÉS FORFAITAIRES PAR TYPE D'INFRACTION



REMARQUE : La catégorie « Autres » englobe l'incendie criminel, le vol, l'enlèvement et le harcèlement criminel.

RÉSUMÉ FINANCIER

Le gouvernement de l'Ontario offre à la Commission le financement des indemnités versées et des dépenses de fonctionnement selon la méthode de comptabilité d'exercice. Une comparaison des charges d'exploitation et des paiements de transfert pour les exercices 2011-2012 et 2012-2013 est présentée dans le tableau ci-dessous.

En 2012-2013, le total des frais de fonctionnement s'est chiffré à 6,54 M\$, comparativement à 7,11 M\$ en 2011-2012, ce qui traduit une baisse des traitements et salaires résultant essentiellement de vacances de poste et d'une réduction des effectifs dont l'augmentation avait été approuvée de façon temporaire afin de venir à bout de l'arriéré de cas en retard.

Les « paiements de transfert » sont des indemnités versées directement aux victimes. Chaque année, la Commission reçoit un financement permettant le règlement de nouveaux cas dont l'indemnité ne sera réellement versée qu'au cours d'années ultérieures, ainsi que le règlement d'indemnités versées pour les nouveaux cas reçus et acceptés au cours de l'année en cours. Par ailleurs, le financement annuel englobe les paiements périodiques et les frais médicaux acquittés directement auprès des fournisseurs de services au cours d'une année. Le montant des obligations de l'année future au titre du versement des indemnités s'ajoute au compte des charges à payer, une fois que l'affaire est entendue et qu'une ordonnance est rendue par la Commission. Pour 2012-2013, le total des paiements de transfert s'élevait à 34,16 M\$, dont une tranche de 18,41 M\$ a été ajoutée au compte des charges à payer en prévision des nouvelles indemnités à verser au cours des années futures. Une somme de 8,37 M\$ a aussi été ajoutée à ce compte pour y couvrir un manque à gagner.

Résumé financier comparatif - Comptabilité d'exercice

Exercice (1^{er} avril – 31 mars)

Poste du compte	2011-2012 Dépenses réelles	2012-2013 Dépenses réelles
Traitements et salaires	3 397 544 \$	3 046 868 \$
Avantages sociaux	609 718 \$	581 095 \$
Transport et communications	446 715 \$	489 521 \$
Services	2 609 997 \$	2 389 634 \$
Fournitures et matériel	49 395 \$	33 777 \$
Paiements de transfert	23 023 088 \$	34 155 129 \$
Total	30 136 457 \$	40 696 025 \$

Le montant réel des paiements de transfert reçus en 2012-1013 était de 34,2 M\$. La hausse des paiements de transfert à la Commission traduit une augmentation des indemnités accordées pour les demandes reçues et réglées pendant la période en cours, et des fonds ont été ajoutés pour couvrir le manque à gagner dans ce compte. Le montant réel des indemnités accordées à des victimes en 2012-2013 était de 29,3 M\$.

Des comptes de charges à payer distincts sont maintenus au titre des obligations de paiement futures de la Commission, quant aux indemnités forfaitaires et aux paiements périodiques. Les soldes des comptes de charges à payer pour les exercices terminés les 31 mars 2012 et 21 mars 2013 figurent dans le tableau cidessous.

En 2012-13, le solde de fin d'exercice du compte de charges à payer de la Commission pour les indemnités forfaitaires s'établit à 23,45 millions de dollars. La Commission a engagé un consultant pour qu'il examine en profondeur notre modèle de prévision des charges à payer. Il est recommandé, selon le modèle révisé, que l'on comptabilise les charges dès que l'on reçoit une nouvelle demande et non pas seulement au moment où cette demande est inscrite au registre des demandes à traiter, comme on le faisait dans le cadre de l'application de l'ancien modèle. Après avoir utilisé le nouveau modèle, on a établi que les charges à payer à l'égard des nouveaux cas sont plus élevées que celles accumulées lors du dernier exercice financier. De plus, le rapport fait état d'un manque à gagner dans ce compte. Un montant de 8,37 millions \$ y a donc été versé afin de gérer ce manque à gagner.

Le solde des charges à payer au titre des paiements périodiques au 31 mars 2013 était de 22,90 M\$, calculé comme un élément de passif sur une période de 20 ans allant du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2033.

COMPTES DE CHARGES À PAYER

Indemnités forfaitaires	2011-12 Solde de fin d'exercice	2012-13 Solde de fin d'exercice
Charges à payer sur les demandes d'indemnisations d'années antérieures	1 954 611 \$	-3 323 985 \$
Charges à payer sur les nouvelles demandes d'indemnisations	15 865 300 \$	18 405 953 \$
Financement supplémentaire pour le manque à gagner dans le compte des charges à payer		8 366 600 \$
Total des charges à payer sur tous les demandes d'indemnisations	17 819 911 \$	23 448 568 \$
Paiements périodiques au titre de charges à payer sur une période de 20 ans	23 390 682 \$	22 909 198 \$

DESCRIPTION DU PROGRAMME

Aperçu

La Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels est un tribunal administratif quasi judiciaire qui indemnise les victimes de crimes violents survenant en Ontario. La Commission est régie par la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et elle applique les règles et procédures de la Loi sur l'exercice des compétences légales. Elle est assujettie à la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Des demandes peuvent être déposées par ou pour le compte de toute victime ayant subi des blessures, et qui aurait eu à payer des frais et subi des pertes pécuniaires à la suite d'un décès survenu dans la foulée d'un acte criminel au sens du *Code criminel*. Les requérants doivent démontrer que, selon toute probabilité, un crime violent a été perpétré et a provoqué des blessures ou un décès, et causé une perte financière liée à ces blessures ou à ce décès. Si une personne est reconnue coupable de cet acte criminel, cette condamnation est réputée constituer une preuve concluante du fait qu'un crime a été commis.

Toutes les demandes d'indemnisation doivent être déposées auprès de la Commission dans les deux ans qui suivent la date de l'incident. La Commission peut décider de prolonger ce délai lorsque les circonstances le justifient. Elle tiendra compte de plusieurs facteurs (longueur et justification du délai, etc.) et vérifiera si des éléments de preuve adéquats ont été déposés à l'appui de la demande. Une demande de prolongation doit être présentée et approuvée pour la demande d'indemnisation puisse suivre son cours.

En vue de déterminer s'il faut accorder une indemnité et, le cas échéant, le montant de cette indemnité, la Commission tient compte de toutes les circonstances qui entourent l'incident, y compris du fait que le comportement de la victime a ou non provoqué la blessure ou le décès ou y a contribué, du fait que la victime a ou non signalé sans tarder l'incident à la police et a ou non apporté toute sa collaboration durant l'enquête et du fait que la victime a ou non reçu une indemnité quelconque de toute autre source.

Qui est admissible à une indemnité?

 Les personnes qui ont subi des blessures à la suite d'un crime violent perpétré en Ontario. Les crimes violents prévus au Code criminel comprennent les voies de fait, les agressions sexuelles et l'utilisation dangereuse d'une arme à feu.

- Les personnes qui prennent soin d'une victime d'un crime violent et qui ont subi une perte de revenus ou engagé des dépenses liées aux blessures subies par la victime ou au décès de celle-ci.
- Les personnes qui étaient à la charge d'une victime décédée (dans le cas d'un meurtre).
- Les agents de la paix qui subissent des blessures en tentant d'arrêter une personne, ou les personnes qui subissent des blessures alors qu'elles tentent d'empêcher qu'un crime soit commis ou d'aider un policier à faire une arrestation.

Les indemnités offertes

- Les dépenses réelles et raisonnables engagées ou qui doivent être engagées ultérieurement en raison de la blessure ou du décès d'une victime.
- Les frais de soins médicaux, de soins dentaires ou de consultation d'urgence, les frais funéraires et les frais de soutien.
- La perte de salaire, généralement jusqu'à concurrence de 250 \$ par semaine et de 1 000 \$ par mois, en raison d'une incapacité totale ou partielle empêchant la victime de travailler.
- Les pertes pécuniaires subies par les personnes à la charge de la victime décédée.
- · La douleur et la souffrance.
- L'entretien des enfants nés à la suite d'un viol.

La Commission n'accorde aucune indemnité pour ce qui suit :

- · Les biens endommagés ou volés.
- Un accident mettant en cause un véhicule automobile (conduite en état d'ébriété ou délit de fuite).
- Les frais juridiques liés à des poursuites criminelles ou civiles.
- · La souffrance liée à la parution devant une cour criminelle.
- Les accidents sur les lieux de travail (la demande d'indemnisation doit être déposée devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail).
- Le chagrin et la peine des parents et amis de la victime décédée.

Les types d'indemnités ci-dessous peuvent être accordés :

Indemnités forfaitaires

La Commission peut accorder une indemnité maximum de 25 000 \$ pour des blessures liées à un incident. Si plus d'une personne a subi un préjudice lié à l'incident, l'indemnité totale versée à l'ensemble des requérants pour un seul incident ne pourra dépasser 150 000 \$. Les indemnités forfaitaires sont celles qui sont le plus souvent accordées par la Commission.

Versements périodiques (paiements mensuels)

Si la Commission est convaincue que la perte financière sera permanente (p. ex. perte de salaire liée à une blessure permanente), elle peut accorder un montant maximum de 1 000 \$ par mois jusqu'à concurrence de 365 000 \$ pour tous les requérants touchés par un même incident. Si des montants forfaitaires et des versements périodiques sont accordés, le montant forfaitaire ne peut pas dépasser 12 500 \$. Les versements périodiques sont revus régulièrement et ils peuvent être interrompus à une date ultérieure.

<u>Indemnités provisoires (article 14 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels)</u>

En cas de besoin immédiat de fonds pour régler des frais médicaux, de soutien ou funéraires, la Commission peut autoriser le règlement de ces dépenses avant l'audience. Cela ne peut être fait que si la Commission a des preuves suffisantes démontrant qu'une indemnité sera probablement accordée à la suite de l'audience.

<u>Modification de l'ordonnance d'indemnisation (article 25 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels)</u>

Après une audience, la Commission peut modifier une ordonnance de paiement dans certains cas, notamment si les circonstances changent. Une telle modification ne peut être apportée que si une indemnité a d'abord été accordée.

LE PROCESSUS

Présentation d'une demande d'indemnisation

Les formulaires de demande d'indemnisation peuvent être obtenus sur le site Web de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, à www.cibc.gov.on.ca, et par téléphone, sans frais, au : 1 800 372-7463, au numéro local (RGT) : 416 326-2900, et par la poste, au 439, avenue University, 4e étage, Toronto (Ontario) M5G 1Y8.

Étape de la collecte de renseignements

En vue de déterminer si une indemnité doit être accordée à un requérant, la Commission exige des preuves suffisantes du fait qu'un crime violent a été commis et elle examine aussi les circonstances pertinentes entourant l'incident, la nature des blessures subies et la perte de revenus ou les frais engagés à l'égard desquels le requérant demande une indemnité. Le personnel de la Commission collabore à la collecte des renseignements nécessaires pour appuyer la demande d'indemnisation, comme des rapports d'hôpitaux, de médecins, de dentistes, de thérapeutes ou de tribunaux, directement liés à l'incident. Si l'incident a été signalé à la police, la Commission communiquera avec le service de police en cause pour lui demander un rapport écrit.

L'audience

Une fois qu'ils ont reçu tous les documents pertinents, les membres de la Commission prennent une décision au sujet de la demande, après une audience verbale ou écrite. Lors d'une audience verbale, les parties et les témoins font un témoignage sous serment en personne, ou parfois par téléphone ou par vidéo. Lors d'une audience écrite, les membres de la Commission rendent leur décision en fonction des documents et des autres renseignements figurant à la demande d'indemnisation. Le requérant, le contrevenant et le procureur général sont tous des parties à l'audience et peuvent fournir des documents ou assister à une audience verbale.

Une fois l'audience terminée, la Commission rédige généralement une ordonnance qu'elle fait parvenir aux parties. Si la Commission décide d'accorder une indemnité au requérant, un chèque lui est envoyé avec l'ordonnance écrite.

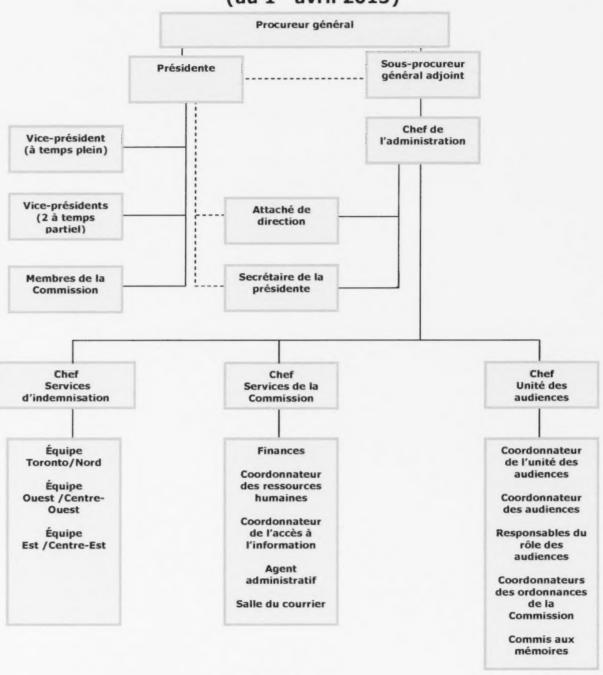
Après l'audience

Si un requérant n'est pas d'accord avec l'ordonnance de la Commission et que la décision a été prise par un seul membre de la Commission, le requérant peut

demander une révision par au moins deux membres de la Commission, dans les 15 jours qui suivent la réception de la décision initiale. Si cette dernière a été prise par plus d'un membre de la Commission, le requérant ne peut interjeter appel que sur une question de droit devant la Cour supérieure de justice (Cour divisionnaire) dans les 30 jours qui suivent la réception de l'ordonnance.

ORGANIGRAMME

(au 1^{er} avril 2013)



MEMBRES DE LA COMMISSION

La composition de la Commission vise à refléter la diversité de la population et des différentes régions de l'Ontario. Les personnes ci-dessous étaient membres de la Commission au 31 mars 2013.

Premier mandat	Mandat actuel
21 août 2008	20 août 2011 au 20 août 2013
Premier mandat	Mandat actuel
30 juin 2006	9 mars 2012 au 9 mars 2015
1 ^{er} novembre 1973	Ouvert
6 juin 2007	5 décembre 2012 au 4 décembre 2013
	Premier mandat 30 juin 2006

Membres de la Commission	Premier mandat	Mandat actuel
M Saleem Akhtar	8 septembre 2009	7 septembre 2012 au 7 septembre 2014
Lisa Barazzutti	20 octobre 2010	19 octobre 2012 au 19 octobre 2015
George Berrigan	7 février 2007	6 février 2012 au 6 février 2017
John Brothers	1 ^{er} juin 2005	31 mai 2008 au 31 mai 2013
Nicole Chenier-Cullen	8 septembre 2009	7 septembre 2011 au 7 septembre 2014
Emily Crocco	3 décembre 2008	2 décembre 2010 au 2 décembre 2013
Roderick Flynn	6 juin 2007	5 juin 2012 au 5 juin 2017
Keith Forde	20 octobre 2010	19 octobre 2012 au 19 octobre 2015
Gemma Harmison	3 septembre 1997	5 mars 2011 au 5 mars 2016
Jacqueline Harper	20 octobre 2010	19 octobre 2012 au 19 octobre 2015
Jo-Anne Hughes	22 octobre 2008	21 octobre 2010 au 21 octobre 2013
Christie Jefferson	2 juin 2010	1 ^{er} juin 2012 au 1 ^{er} juin 2015
Wendy King	20 octobre 2010	19 octobre 2012 au 18 octobre 2015
Kirsten Kurzuk	3 décembre 2008	2 décembre 2010 au 2 décembre 2013

Susan Lee	13 avril 2011	12 avril 2013 au 12 avril 2016
Janet MacEachen	8 septembre 2009	7 septembre 2012 au 7 septembre 2014
Charlotte McQuade	8 septembre 2009	7 septembre 2012 au 7 septembre 2014
Jay Meunier	8 septembre 2009	7 septembre 2012 au 7 septembre 2014
Virginia Morra	6 juin 2007	5 juin 2012 au 5 juin 2017
Aggrey Msosa	8 septembre 2009	7 septembre 2012 au 7 septembre 2014
Stanley Newman	1 ^{er} juin 2005	31 mai 2013 au 31 mai 2015
John R. Radmore	18 février 2004	17 février 2012 au 17 février 2017
Veda Rangan	8 septembre 2009	7 septembre 2012 au 7 septembre 2014
Kabir Ravindra	6 juin 2007	5 juin 2012 au 5 juin 2017
Sharon A. Saunders	9 octobre 2002	8 octobre 2009 au 8 octobre 2013
Linda Spears	13 juin 2007	12 juin 2011 au 12 juin 2016
Dawn Sullivan	7 février 2007	6 février 2012 au 6 février 2017
Leni Untinen	7 février 2007	6 février 2012 au 6 février 2017
Dawn Wickett	6 juin 2007	5 juin 2012 au 5 juin 2017

RÉSUMÉ DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

Chaque année, la Commission présente des cas d'application de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, en préparant un résumé d'exemples de décisions. Les dix demandes d'indemnisation qui sont décrites ci-après et les ordonnances afférentes illustrent certains des aspects pris en considération au moment de rendre une décision relativement à une demande; les indemnités accordées sont aussi indiquées. Dans le but de protéger la vie privée des victimes qui ont courageusement et franchement divulgué à la Commission un grand nombre de renseignements personnels et de nature délicate, nous nous sommes efforcés d'omettre les détails qui permettraient d'identifier les victimes, même lorsque l'affaire a fait l'objet d'une audience publique.

0207-35924 – Voies de fait contre un membre de la famille et harcèlement criminel

Demande

La requérante a demandé une indemnité pour douleur et souffrances ainsi qu'un remboursement des dépenses liées à l'acquisition de rapports de thérapie.

Preuve

La requérante de 37 ans s'est fait agresser physiquement et harceler de façon criminelle à plusieurs reprises par son ancien conjoint de fait, avec qui elle a vécu à Toronto durant environ cing ans.

La requérante s'est fait bousculer, rudoyer et frapper, et elle a subi d'autres agressions du même genre avant de quitter son conjoint. Après la séparation, il a commencé à la suivre partout, à lui téléphoner à toute heure et à la suivre jusque chez elle. La requérante a communiqué avec la police, qui a accusé son conjoint de voies de fait et de harcèlement criminel. En dépit de ces accusations, il a continué à la harceler et il fut ensuite accusé de ne pas avoir respecté ses conditions de libération. Il a été reconnu coupable d'avoir commis les actes dont on l'avait accusé et il a reçu deux peines concurrentes de deux ans et a été incarcéré pendant dix jours. On l'a ensuite relâché en lui imposant de rester à son domicile pendant les trois premiers mois, d'être sous probation pendant deux ans et de ne pas avoir de rapports directs ou indirects avec la requérante.

Celle-ci a soutenu que la violence et le harcèlement lui avaient occasionné des blessures aux tissus mous de différentes parties de son corps, ainsi que des troubles d'anxiété marqués et prolongés. Des experts médicaux et des travailleurs sociaux ont aussi établi qu'elle avait souffert de traumatismes émotionnels profonds et incessants. Ses relations sociales actuelles et futures sont encore touchées par une anxiété paralysante découlant de ses craintes pour sa propre sécurité et celle de sa fille.

Décision

La Commission constate que la requérante est une victime au sens de l'alinéa 5a) de la Loi étant donné qu'elle a subi plusieurs actes d'agression physique et de harcèlement criminel survenus sur une période d'environ cinq ans.

Le cas de la requérante a été présenté de façon telle que la Commission n'a pas pu établir quelles blessures étaient imputables à quel événement. Assurément, la preuve donnait à penser que les traumatismes émotionnels et psychologiques causés par les agressions étaient très marqués et s'étaient accumulés au fil du temps.

La Commission reconnaît que la requérante a subi de la violence criminelle et s'est fait harceler plus d'une fois, et elle lui a accordé une indemnité globale de 12 500 \$ pour douleur et souffrances, en tenant compte de l'effet cumulatif de tous les incidents sur la requérante. La Commission a aussi accordé un montant de 200 \$ pour les dépenses et une somme de 2 500 \$ pour de futures séances de consultation.

1007-83888 - Agression physique

Demande

Le requérant a demandé une indemnité pour douleur et souffrances.

Preuve

Le requérant de 30 ans s'est fait agresser par un étranger sur une plage. À la date de l'incident, il était en train de passer la journée à la plage en compagnie de deux amies lorsqu'un groupe de jeunes hommes ont fait des commentaires grivois au sujet de ses amies. Une altercation verbale s'est alors produite entre les deux femmes et l'un des jeunes hommes, et lorsque le requérant est intervenu pour rétablir l'ordre, le jeune homme en question l'a agressé et lui a assené plusieurs coups de pied au visage.

La police s'est présentée sur les lieux et le requérant a été transporté à l'hôpital par ambulance. La police a accusé le jeune homme de voies de fait graves. Il a

du reste plaidé coupable à l'accusation de voies de fait, qui est une accusation de gravité moindre, et il a été relâché sous conditions en plus de se voir imposer six mois de probation.

Les rapports médicaux ont permis d'établir que le requérant a subi des fractures faciales (nez, os orbital et arcade de l'œil gauche). Il a dû se faire opérer et on lui a installé deux plaques et douze vis pour réparer certaines de ses fractures. Il n'a pu travailler la semaine suivante, car sa paupière était enflée au point de lui embrouiller la vision. Comme il pouvait à peine ouvrir la bouche, il avait de la difficulté à manger et avait mal. Il a toujours des cicatrices et on l'a avisé qu'il pourrait devoir se soumettre à une autre intervention chirurgicale pour atténuer la cicatrice autour de son œil, laquelle est peut-être permanente. L'agression qu'il a subie lui a causé un traumatisme émotionnel. Il n'est pas retourné à la plage, car cela lui rappelle l'incident et il craint aussi de se retrouver dans des endroits achalandés.

Décision

La Commission en arrive à la conclusion que le requérant a subi des voies de fait simples et il est donc une victime au sens de l'alinéa 5a) de la Loi. Après avoir tenu compte de la nature des voies de fait et de leurs répercussions aux plans physique et émotionnel pour le requérant, la Commission lui a accordé une indemnité de 6 000 \$ pour douleur et souffrances.

1110-86918 - Agression physique (bon Samaritain)

Demande

Le requérant a demandé une indemnité pour douleur et souffrances ainsi que pour des dépenses médicales et des frais de traitement.

Preuve

Le requérant s'est fait agresser physiquement alors qu'il venait en aide à une autre personne qui s'était elle-même fait agresser et voler par un homme. L'agresseur a jeté le requérant au sol puis l'a frappé et lui a donné des coups de pied à répétition au corps et à la tête. Des passants sont venus aider le requérant et l'agresseur s'est enfui. Il a par la suite été appréhendé par la police et accusé de voies de fait ayant causé des lésions corporelles. Il a été condamné à un an d'emprisonnement.

Les rapports de l'hôpital révèlent que le requérant a subi des blessures aux tissus mous du visage et au coude gauche. De plus, il a subi de graves blessures à un

genou ainsi qu'une entorse à la cheville droite. Il a reçu de nombreux traitements de physiothérapie et aura probablement besoin de se faire opérer pour réparer son genou. Il continue de devoir restreindre ses activités quotidiennes, il doit faire des exercices quotidiens à son domicile et il fait du vélo stationnaire de trois à quatre fois par semaine. Il doit marcher à l'aide d'une canne, mais l'effort que cela lui demande le fatigue rapidement et il ne peut se tenir debout que durant de courtes périodes de temps.

Le requérant a déclaré qu'il lui avait lui-même assumé des frais médicaux et de physiothérapie s'élevant à 5 755,30 \$.

Décision

La Loi prévoit expressément un taux d'indemnisation plus élevé pour les personnes qui se font blesser alors qu'elles tentent d'empêcher que des crimes violents soient commis contre d'autres personnes. L'alinéa 5c) se lit comme suit :

c) la prévention ou la tentative de prévention de la perpétration d'une infraction, réelle ou soupçonnée, contre une personne autre que le requérant ou la personne à sa charge, ou contre les biens de cette personne (...)

La Commission constate que les circonstances entourant le cas du requérant justifient qu'on le considère comme une victime de voies de fait simples au sens de l'alinéa 5c) de la Loi. Après avoir tenu compte de la nature de ces voies de fait et des troubles physiques et émotionnels qu'ils ont causés au requérant, la Commission lui a accordé une indemnité de 7 500 \$ pour douleur et souffrances.

La Commission a accordé un montant de 5 755,30 \$ pour les dépenses citées et une somme de 1 000 \$ pour de futures séances de physiothérapie.

1111-87282 – Voies de fait contre un policier dans le cadre d'une arrestation

Demande

Le requérant a demandé une indemnité pour douleur et souffrances, et pour des frais de traitement et une perte de revenus.

Preuve

Le requérant est un policier. À la date de l'incident, son partenaire et lui-même surveillaient deux hommes qui étaient alors soupçonnés d'avoir commis des vols à main armée. Ils n'avaient pas l'intention de les appréhender pour ces vols antérieurs, mais ils tentaient de trouver de nouveaux éléments de preuve relatifs à leurs activités. Lorsqu'ils les ont aperçus en train de conduire à une vitesse excessive et qu'ils n'ont pas fait un arrêt obligatoire, ils ont décidé d'arrêter le conducteur parce qu'il avait enfreint le *Code de la route*.

Après que les policiers se furent identifiés comme tels, le conducteur est sorti de son véhicule et s'est enfui à pied avec le partenaire du requérant à ses trousses. Le requérant s'est approché du passager qui était sorti par la portière de l'autre côté du véhicule. Ce dernier l'a repoussé avec ses deux mains et s'est aussi enfui à pied. Le requérant l'a rattrapé, ils se sont bagarrés et le passager a frappé le requérant à la bouche avec son coude et lui a mordu les doigts. Ce passager a été accusé et reconnu coupable d'avoir agressé un agent de la paix et condamné à neuf mois d'emprisonnement plus trois années de probation.

Le requérant a reçu un coup à la bouche et il a eu la lèvre coupée et une dent ébréchée. Comme l'agresseur était un toxicomane connu, le requérant a dû prendre des médicaments antiviraux durant quatre à six semaines. Il a rapporté que ces médicaments lui ont occasionné des effets secondaires tels que des nausées, des problèmes intestinaux, de la fatigue extrême, une perte d'appétit et l'incapacité de fonctionner normalement. Il a donc été obligé de s'absenter du travail pendant six jours et n'a pu faire ses quarts de travail prévus au complet. Les résultats des examens qu'il a passés pour détecter toute maladie infectieuse éventuelle ont été négatifs.

Le médecin de famille du requérant a dit qu'il avait la lèvre inférieure écorchée et la peau de l'index de la main gauche légèrement fendue. Son psychologue l'a quant à lui interrogé au téléphone trois jours après l'incident et il a mentionné que le requérant n'avait pas de problèmes majeurs. Le dentiste du requérant a pour sa part rapporté que dix mois après l'incident, le requérant avait un petit éclat d'émail sur une incisive supérieure et qu'aucun traitement n'était indiqué à cet égard.

Décision

On a sommé le requérant de démontrer qu'il avait été la victime d'un crime violent et que celui-ci était directement à l'origine de lésions qu'il avait subies, le tout en vertu de l'alinéa 5a) ou 5b) de la Loi, qui se lit comme suit :

Si une personne est blessée ou tuée en Ontario à la suite d'un acte accompli ou d'une omission commise par une autre personne et que l'acte ou l'omission se produit pendant l'accomplissement de l'un des actes suivants ou en résulte :

- a) la perpétration d'un acte de violence criminel à l'encontre du Code criminel (Canada), y compris l'empoisonnement, le crime d'incendie, la négligence criminelle et l'infraction prévue à l'article 86 du Code, à l'exclusion d'une infraction impliquant l'utilisation ou la conduite d'un véhicule automobile qui ne constitue pas des voies de fait commises à l'aide de ce véhicule;
- b) l'arrestation légitime ou la tentative légitime d'arrestation de l'auteur réel ou soupçonné d'une infraction commise contre une personne autre que le requérant ou la personne à sa charge, ou contre les biens de cette personne, ou l'aide apportée à un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions d'exécution de la loi;

Deuxièmement, le requérant a dû démontrer que ce crime violent se trouvait directement à l'origine des graves blessures physiques ou psychologiques qu'il avait subies et que celles-ci étaient plus que superficielles, mineures, passagères ou négligeables.

La Commission a d'abord pris en considération la demande faite par le requérant aux termes de l'alinéa 5b) de la Loi, qui se rapporte aux personnes qui se font blesser pendant une arrestation. L'agresseur n'était pas susceptible de se faire arrêter au moment même où le requérant l'a rencontré. Mais au moment où lui et son compagnon se sont enfuis, on allait appréhender ce dernier parce qu'il avait enfreint le Code de la route. Malgré la décision du requérant de poursuivre l'agresseur, la Commission est convaincue qu'il n'avait pas l'intention de l'arrêter parce qu'il avait commis une infraction contre une personne ou contre les biens d'une autre personne tel que prévu à l'alinéa 5b) de la Loi. La Commission en arrive donc à la conclusion que le requérant n'est pas une victime au sens de cet alinéa.

Quant à l'alinéa 5a) de la Loi, il n'y a aucun doute que le requérant s'est fait agresser. Mais on peut lire dans les rapports médicaux et de consultation psychologique que les blessures du requérant étaient passablement mineures au regard de ce qu'il avait dit à leur sujet. La Commission a tenu pour vrai le contenu de ces rapports et a préféré s'y fier plutôt que de tenir compte du point de vue subjectif du requérant.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission en arrive à la conclusion que la nature et l'étendue des blessures du requérant étaient mineures dans la mesure

où elles ne constituaient pas des « lésions » au sens de l'article 5 de la Loi. L'indemnité demandée par le requérant lui a donc été refusée.

1208-89899 - Voies de fait commises contre un enfant par un parent

Demande

Le requérant, qui travaille à la Société d'aide à l'enfance (SAE), a présenté une demande au nom de son client, un enfant, afin d'obtenir pour lui une indemnité pour douleur et souffrances.

Preuve

Le requérant a affirmé que l'enfant s'était fait agresser physiquement par sa mère au domicile familial.

Des preuves ont aussi démontré que des incidents semblables ont eu lieu à l'extérieur du Canada. Cependant, aux termes de la Loi, la Commission n'a compétence que pour examiner les actes de violence survenus en Ontario. Par conséquent, les incidents qui se sont produits à l'extérieur du Canada n'ont été cités qu'afin d'établir le contexte de l'incident.

La preuve révèle que l'enfant de 12 ans est entré en courant dans un poste de police afin d'y déclarer qu'il s'était fait agresser par sa mère. Il a dit à la police que sa mère était en colère parce qu'il avait mangé les céréales de son frère et qu'afin de le punir, elle lui a demandé de garder ses bras levés et elle a l'ensuite frappé plusieurs fois dans le dos avec un cintre de bois jusqu'à ce que celui-ci se rompe. Le policier a remarqué qu'il y avait plusieurs marques de coups sur le dos de l'enfant et qu'on pouvait aussi voir sur son bras des marques de [traduction] « blessures qu'il s'était infligées en se défendant », en plus d'une marque sur sa tempe. Sa mère s'est fait arrêter par la suite et l'enfant a été confié à la SAE. Elle a été reconnue coupable de voies de fait et a été mise en probation pendant 12 mois.

Décision

L'article 11 de la Loi prévoit que la preuve de la déclaration de culpabilité est tenue pour preuve concluante du fait que l'infraction a été commise. La Commission constate que l'enfant a subi des blessures parce qu'il s'est fait agresser et elle en arrive donc à la conclusion qu'il est une victime au sens de l'alinéa 5a) de la Loi.

Après avoir tenu compte de la nature de l'agression et des conséquences qu'elle a eues pour l'enfant aux plans physique et émotionnel, la Commission accorde une indemnité de 2 000 \$ pour douleur et souffrances.

Lorsque des enfants sont impliqués, l'indemnité est généralement versée au comptable de la Cour supérieure de la justice, conformément au paragraphe 36(6) de la *Loi sur les fiduciaires*, L.R.O. 1990, ch. T.23, et ce, au profit de l'enfant jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de 18 ans.

1210-90553 - Agression sexuelle contre un conjoint

Demande

La requérante a présenté une demande d'indemnité pour douleur et souffrances et pour perte de revenus.

Preuve

La requérante de 26 ans a soutenu qu'elle avait subi des blessures dans le cadre d'une agression sexuelle commise à la résidence de son petit ami de 38 ans. Avant de se mettre au lit, la requérante a dit à son copain qu'elle ne voulait pas avoir de rapport sexuel. Elle s'est plus tard réveillée parce qu'il était en train de la pénétrer en introduisant ses doigts dans son vagin et elle lui a ordonné d'arrêter avant de lui répéter qu'elle ne voulait pas avoir de rapports intimes. Elle s'est rendormie et s'est fait de nouveau réveiller, car il avait recommencé le même manège de façon beaucoup plus agressive, ce qui a amené la requérante à ressentir des douleurs extrêmes au vagin. Elle a réussi à sortir de la résidence et est allée trouver refuge chez ses parents.

Plus tard ce jour-là, elle est allée à l'hôpital local parce qu'elle continuait d'avoir des douleurs et des saignements vaginaux. Elle a communiqué avec la police et son petit ami a été accusé d'agression sexuelle. Conformément à une entente négociée, il a été reconnu coupable de voies de fait réduites et s'est vu décerner une peine conditionnelle en plus de se faire imposer une période de probation de 12 mois.

La requérante a indiqué qu'elle a éprouvé des douleurs physiques constantes pendant plusieurs jours, qu'elle vomissait fréquemment et qu'elle avait aussi des problèmes intestinaux. Elle a dit qu'elle se sentait [traduction] « horriblement mal, triste, confuse et violée, et qu'elle n'avait plus de motivation ou d'énergie, ni d'appétit. » Elle pleurait continuellement, faisait des cauchemars, revoyait l'incident dans sa tête et pensait que sa vie était finie. Elle avait de la difficulté à se concentrer, se sentait anxieuse et paniquée, doutait de sa capacité à faire encore

confiance à qui que ce soit dans le futur et vivait dans la crainte de revoir son agresseur. Elle avait peur de sortir de chez elle et prêtait à tout le monde des pensées et des intentions désobligeantes à son endroit. Elle a indiqué qu'elle était allée en consultation, mais elle n'a pas fourni de rapports de thérapie à la Commission.

La requérante a aussi mentionné qu'elle n'a pas pu travailler durant 12 jours et que cela lui a occasionné une perte de 1 300 dollars.

Décision

Malgré que l'agresseur ait été reconnu coupable de voies de fait au criminel, la Commission est disposée à croire que les blessures de la requérante ont été causées par une agression sexuelle. Comme les deux infractions constituent des crimes violents, la Commission en arrive à la conclusion que la requérante est une victime au sens de l'alinéa 5a) de la Loi.

Après avoir tenu compte de la nature de l'agression et des conséquences qu'elle a eues pour la requérante sur les plans physique et émotionnel, la Commission lui accorde une indemnité de 8 000 \$ pour douleur et souffrances.

La Commission a comme pratique de rembourser les pertes de revenus jusqu'à concurrence de 1 000 \$ par mois, ou 50 \$ par jour. Elle constate, du reste, qu'il n'y a pas, en l'espèce, de raison impérieuse qui justifierait que l'on contourne cette pratique et elle accorde donc une indemnité de 600 \$ pour perte de revenus (12 jours X 50 \$ = 600 \$).

1201-87753 - Voies de fait - Circonstances pertinentes aux termes du paragraphe 17 (1) de la Loi

Demande

Le requérant a demandé une indemnité pour douleur et souffrances ainsi que pour des dépenses.

Preuve

Le requérant a approché un jeune homme, qu'il ne connaissait pas, et lui a demandé s'il pouvait lui acheter de la marijuana. Le jeune homme a accepté et a ensuite présenté son complice, un homme adulte, au requérant. C'est ce complice qui fournirait la marijuana. Comme ils n'arrivaient pas à s'entendre sur les modalités, le requérant a dit qu'il n'était plus intéressé et il a tenté de partir en enfourchant sa bicyclette. Le complice s'est emparé du lecteur MP3 du

requérant et lorsque celui-ci a essayé de le lui reprendre, il l'a frappé au bras avec un couperet à viande puis s'est enfui. Il a été subséquemment accusé et reconnu coupable de voies de fait graves et de possession d'une arme dangereuse.

Le requérant a déclaré lors de son témoignage qu'à la suite de cet incident, il avait commencé à avoir de « mauvaises fréquentations ». Peu après l'incident en cause, il a été incarcéré durant huit mois après avoir été reconnu coupable de possession d'une arme interdite (un fusil dont l'extrémité avait été coupée) et de plusieurs infractions contre les biens. Il est d'avis que cette incarcération lui a été salutaire, car il a ensuite terminé ses études secondaires et arrêté de consommer de la drogue, et il a maintenant un emploi rémunéré.

Décision

La Commission a informé le requérant des difficultés potentielles liées à sa demande aux termes du paragraphe 17(1) de la Loi, qui se lit comme suit :

Lorsque la Commission étudie l'opportunité de rendre l'ordonnance d'indemnisation et d'en fixer le montant, elle tient compte de toutes les circonstances pertinentes, y compris le comportement de la victime susceptible d'avoir contribué, directement ou indirectement, à la lésion ou au décès.

Le paragraphe 17(1) oblige la Commission à tenir compte de « toutes les circonstances pertinentes », y compris, en l'espèce, tout comportement du requérant ayant pu contribuer à l'incident. La Loi confère à la Commission un grand pouvoir discrétionnaire pour déterminer s'il y a lieu d'accorder une indemnité dans un cas donné et, le cas échéant, pour en fixer le montant. Les indemnités de la Commission sont payées à même les fonds publics, et non pas par l'auteur du méfait (tel que cela serait le cas si le requérant tentait de se faire indemniser en déposant une poursuite au civil). Mais cette exigence ne limite d'aucune façon le sens de l'expression « toutes les circonstances pertinentes ».

Dans ce contexte, la Commission a aussi pris en considération les antécédents criminels du requérant tels qu'énoncés dans son casier judiciaire. Le droit qu'a la Commission de tenir compte des comportements criminels subséquents d'un requérant lorsqu'elle décide s'il y a lieu d'accorder une indemnité a été confirmé par la Cour divisionnaire de l'Ontario dans Sweet v. Ontario (Attorney-General), 2011 ONSC 2650 (Div. Ct.).

Afin de se conformer aux directives plus générales de la Cour, la Commission a pris en considération non seulement les risques que courait le requérant en

achetant des drogues illicites, mais aussi les crimes qu'il a commis par la suite. Elle a tenu compte des blessures qu'il a subies au regard de ces circonstances pertinentes afin de déterminer s'il y avait lieu de lui accorder une indemnité complète ou diminuée, ou de lui refuser une telle indemnité.

Le requérant présente une coupure de 12 centimètres au biceps droit ayant nécessité 12 points de suture et s'étant par la suite cicatrisée. Il a déclaré lors de son témoignage qu'il avait été dépressif et craintif durant une courte période de temps, mais qu'il ne souffrait plus de ces symptômes.

La Commission constate que le comportement du requérant lors de l'incident ne justifiait pas l'agression qu'il avait alors subie, et que cela ne devrait pas avoir d'incidence sur le montant de l'indemnité pour douleur et souffrances. Le requérant s'est donc vu accorder une indemnité de 5 000 dollars.

1007-83823 - Audience et révision (article 10)

Demande

Conformément au paragraphe 10 (1) de la Loi, la requérante a demandé une révision d'une modification de l'ordonnance d'indemnisation visée par l'article 25 et effectuée par un seul membre lors d'une audience documentaire de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Faits

La révision en cause est motivée par le fait que la membre qui tenait l'audience a refusé la demande d'indemnité à l'égard d'une perte de salaire subie par la requérante. L'audience de révision a été dirigée par un panel formé de deux membres de la Commission.

Lors de l'audience initiale, on en est arrivé à la conclusion que la requérante avait été victime d'une agression sexuelle et on lui a accordé une indemnité de 22 000 \$. Le panel a par ailleurs refusé de l'indemniser d'une perte de revenus pour motif qu'il ne disposait pas de pièces justificatives suffisantes (telles que des rapports de l'employeur, des bordereaux de chèques de paie, des dossiers d'impôt, etc.) pour vérifier la situation d'emploi de la requérante et son revenu net moyen au moment de l'incident, pour déterminer si elle avait reçu des prestations de remplacement de revenu durant la période en cause, et pour confirmer la durée de la période d'invalidité liée aux incidents.

Après cette audience initiale, la requérante a demandé que l'on modifie l'ordonnance originale afin de reconsidérer sa demande d'indemnité à l'égard d'une perte de revenus aux termes de l'article 25 de la Loi. L'affaire a été entendue par une seule membre de la Commission et on a refusé de nouveau d'accorder cette indemnité. Les motifs invoqués touchaient au fait que la pratique habituelle de la Commission consiste à envisager la possibilité d'accorder une indemnité à l'égard d'une perte de revenus seulement dans le cas où un requérant avait un emploi au moment de l'incident. Comme la requérante était une enfant au moment de l'agression sexuelle et qu'elle ne travaillait donc pas, la Commission a rejeté sa demande.

Décision

En règle générale, la Commission ne s'interpose pas à compter du moment où un membre seul a rendu une décision, sauf s'il ya une raison impérieuse (par exemple, une erreur importante).

Il n'est pas interdit à la Commission d'accepter de nouveaux éléments de preuve dans le cadre d'une audience visée par l'article 10. Ces éléments de preuve sont considérés comme de nouvelles preuves étant donné qu'ils n'avaient pas été mis à la disposition de la Commission à l'époque de l'audience tenue devant un seul membre. Mais pour que la Commission puisse accepter de nouveaux éléments de preuve, les trois conditions suivantes doivent être réunies :

- En faisant preuve de diligence raisonnable, le requérant n'aurait pas pu obtenir plus tôt ces éléments de preuve, et il doit le démontrer selon la balance des probabilités;
- Cette preuve, si elle est produite, influerait probablement beaucoup sur l'issue de l'affaire, quoiqu'il ne soit pas nécessaire que cette preuve soit déterminante;
- La preuve est apparemment crédible, bien qu'il ne soit pas nécessaire qu'elle soit irréfutable.

Lorsqu'il a révisé la décision rendue par la membre, le panel a pris en considération la preuve complète liée à la demande initiale de la requérante, y compris les dossiers de soins médicaux et les déclarations de demandes d'indemnités financières, qui ont tous été mis à la disposition de la membre concernée de la Commission au moment de l'audience de modification. Aucun nouvel élément de preuve n'a été présenté.

Le panel est arrivé à la conclusion que la membre de la Commission n'avait pas fait d'erreur de droit ni de fait lorsqu'elle avait rendu sa décision et qu'elle n'avait pas non plus exercé son pouvoir discrétionnaire à mauvais escient. Elle s'est plutôt prévalue du pouvoir discrétionnaire dont elle disposait après avoir examiné l'ensemble de la preuve. En tant que telle, sa décision a été confirmée.

1203-88385 - Homicide

Demande

La requérante a demandé une indemnité pour des frais funéraires et des consultations aux endeuillés à la suite du meurtre de sa fille de 24 ans.

Preuve

Cette victime décédée s'est fait assassiner par une personne qui se trouve toujours devant les tribunaux pour y répondre d'une accusation de meurtre au second degré. À la suite de l'incident, la requérante a ressenti beaucoup de peine et elle a dû payer 825,80 \$ en frais funéraires dont le total s'élevait à 16 406,40 \$. Cependant, ils ont été absorbés pour l'essentiel à l'aide d'une combinaison de fonds que la requérante a reçus de la part du Programme d'intervention rapide auprès des victimes (PIRV) de l'Ontario, de fonds versés aux termes d'une police d'assurance-vie et du Régime de pensions du Canada (RPC), et de fonds fournis par une autre source.

Décision

Au regard de la preuve qui lui a été présentée, la Commission arrive à la conclusion que la fille de la requérante était une *victime* au sens de l'alinéa 5a) de la Loi. Lorsqu'un décès survient dans la foulée d'un crime violent, les membres de la famille de la victime peuvent être admissibles à certaines formes d'indemnisation aux termes de la loi, et ce, à l'égard de ce qui suit :

- Dépenses liées à des services funéraires et d'enterrement;
- Perte de revenus pour une personne à charge qui était entretenue par la victime;
- Dépenses engagées par un non-parent pour l'entretien des enfants mineurs de la victime;
- Consultations aux endeuillés visant à les aider à gérer leur peine après l'incident;
- Toutes autres dépenses liées au décès de la victime et jugées raisonnables par la Commission.

Par conséquent, la Commission a remboursé à la requérante les frais funéraires qu'elle avait engagés et a autorisé le versement d'un montant de 2 500 \$ pour des consultations aux endeuillés qui sera payé directement à un fournisseur compétent.

1202-87925 Homicide

Demande

La requérante demande de se faire indemniser pour un choc nerveux ou mental, pour des consultations aux endeuillés et pour la perte d'un soutien financier et d'un salaire, tous ces problèmes étant survenus après que son conjoint de fait se soit fait battre à mort dans un terrain de camping.

Preuve

La requérante et son conjoint faisaient du camping ensemble. La victime décédée a été impliquée dans une altercation avec les quatre contrevenants après qu'ils eurent rencontré une femme inconnue qui s'était fait agresser et avait le nez ensanglanté. Lorsque la requérante est arrivée sur les lieux, elle a trouvé son mari inconscient sur le sol, sérieusement blessé. Il est mort plus tard à l'hôpital. Les contrevenants ont été condamnés pour homicide involontaire coupable.

Décision

La Commission constate que la requérante a subi des blessures psychologiques importantes après avoir été témoin des suites de la violente agression subie par son conjoint et ayant mené à son décès. Elle arrive aussi à la conclusion que la requérante était admissible à une indemnité pour choc mental ou nerveux et elle lui accorde un montant de 20 000 \$ pour douleur et souffrances, ainsi qu'une somme de 2 400 \$ pour les consultations aux endeuillés.

En ce qui concerne la demande d'indemnité pour la perte de soutien financier et de revenus, aucune preuve n'a été fournie à l'appui de cette demande et elle a donc été rejetée.

COORDONNÉES

Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels 439, avenue University, 4^e étage Toronto (Ontario) M5G 1Y8

Téléphone

416 326-2900 1 800 372-7463

Télécopieur

416 326-2883

Site Web

www.cicb.gov.on.ca

Courriel

info.cicb@ontario.ca